

Le 5 décembre 2019, les Gilets jaunes arlésiens se sont arrêtés devant la tour protégée par un cordon de policier. Les manifestants ont pris la tour comme symbole des inégalités et de la finance internationale.  
Photo Eric Besatti.



# LES INSTITUTIONS D'ART CONTEMPORAIN

**Artiste exposé à New York, Rome, Genève ou encore Berlin, Guillaume Maraud propose une critique radicale du milieu de l'art contemporain, d'inspiration marxiste. De passage à Arles en 2019, avec le désir de saisir les enjeux qui se jouent entre la ville et la fondation de Maja Hoffmann, il délivre ses analyses quant aux liens qui unissent l'Etat, les entreprises et les institutions culturelles publiques ou privées.**

Propos recueillis par Julien Sauveur puis retravaillés pour préciser le propos. Mais le mec parle vraiment comme ça.

## COMME OUTIL DE DOMINATION

**Selon vous, Luma Arles est une exception dans le monde des fondations d'Art contemporain au sens où elle prend une place prédominante dans le développement d'une ville. Vous l'avez déclaré sur radio Duuu, dans l'émission *ForTune* consacrée au mécénat. C'est à dire ?**

Arles est une ville où j'ai fait une résidence de recherche durant laquelle j'ai été particulièrement frappé par la violence que peut engendrer l'implantation d'une institution d'art contemporain sur un territoire, en l'occurrence la fondation Luma. Cette fondation joue un rôle disproportionné dans la vie locale, du moins par rapport à l'échelle du territoire. Que ce soit à Saint-Denis, où je réside, ou dans d'autres villes françaises ou même à l'étranger, jamais je n'avais constaté un tel niveau de pouvoir entre les mains d'une seule fondation d'art - LVMH, Cartier, Lafayette, Ricard - n'ont par exemple pas une telle emprise sur Paris ou leur lieu d'implantation.

La vision Luma pour Arles est un cas d'école dans la façon dont peut s'établir une hégémonie capitaliste extractiviste à l'échelle d'une ville. Le projet a consisté à acquérir d'anciens bâtiments publics comme les ateliers SNCF ou encore les bâtiments des services municipaux et à lancer une importante opération immobilière sur les hôtels du centre-ville. Luma c'est aussi et surtout une tour de 56 mètres conçue par Frank Gehry, et qui est désormais le point culminant de la ville (*sic, un mètre en dessous du clocher de Saint-Charles à côté des arènes, le point culminant, ndlr*). L'ensemble permet désormais de répondre aux goûts d'une certaine classe sociale et de façonner la ville à son image. Désormais des spéculateurs immobiliers arrivent en masse, des bourgeois achètent des maisons secondaires, et des commerces de luxe ouvrent pour accompagner cette transformation.

Cette hégémonie est également culturelle : c'est un système qui promeut et prescrit des valeurs qui font écho à une vision du monde qui se façonne depuis plusieurs années au forum économique mondial de Davos à propos de l'entrepreneuriat social ou encore de la gouvernance globale par des chefs de grandes entreprises conscientisés aux problèmes de la planète.



Sur le même thème : "Luma Days. L'art pour changer le monde, pas ceux qui le domine". *L'Arlésienne* n°6, été 2019 et en accès libre sur [www.larlesienne.info](http://www.larlesienne.info)

Ces discours sont l'incarnation de l'idéologie de la classe sociale à laquelle appartient Maja Hoffmann et transparaissent dans la communication autour des expositions de sa collection d'art contemporain et des événements de la fondation qui tendent à présenter son action sous l'angle d'un combat en faveur des droits humains et de la protection de l'environnement. Typiquement, en 2016, la fondation déclarait que la tour Luma porterait le nom de "Centre pour la dignité humaine et la conscience écologique" dans Luma Arles, journal n°4 – été / summer 2016. Ce langage appartient à la catégorie de ce que l'on nomme parfois en sciences politiques les "signifiants vides". Il indique la manière dont les institutions culturelles ont recours à des universaux humanistes formels creux plutôt qu'à des conceptions matérialistes pour désigner leur action. Or, il ne suffit pas de déclarer quelque chose pour que cette chose puisse être considérée comme étant valide du point de vue de la connaissance, il faut encore qu'elle soit vérifiable. Parfois, il arrive même que l'on dise le contraire de ce que l'on fait vraiment. Par exemple, l'impact concret de la fondation Luma à Arles se limite à la présence d'une tour écocide, à un réseau d'hôtellerie et de restauration de luxe, ainsi qu'à des processus de gentrification et de ségrégation de la ville et de sa population.

Cette toute-puissance de Luma, c'est quelque chose que j'ai ressenti très fortement en passant un peu de temps ici. Cela s'est d'ailleurs manifesté dans le cadre de mes relations sociales. Je connais quelques personnes liées à ce projet qui ont déménagé ou ont résidé à Arles pour travailler avec la Fondation ou l'une de ses antennes. J'ai remarqué parmi elles une injonction à l'obéissance qui les contraint à beaucoup d'autocensure, comme cela peut souvent se produire au sein d'un corps social très hiérarchisés. Lorsqu'on travaille dans le milieu de l'art à Arles, tout dépend d'une façon ou d'une autre de Luma. Des communautés d'"expatriés" des centres de l'art contemporain se sont retrouvées téléportées à Arles et forment un écosystème clos sur lui-même. Le travail, la vie privée et amicale se mélangent constamment et cela incite les employés de la fondation à une discipline très stricte, à la fois entre eux, elles et vis-à-vis de leur employeur afin d'éviter toutes représailles. C'est assez commun dans l'art contemporain mais j'ai senti ce rapport féodal peut-être encore plus fortement à Arles.

Le terme de féodalité peut sembler exagéré mais une culture seigneuriale se développe très vite quand un acteur tel que Luma arrive sur un territoire de cette taille et construit un rapport de force tel que ni les collectivités locales, ni la société civile ne peuvent lui opposer quoique ce soit. A Paris, par exemple, je n'ai pas le même ressenti. Les institutions culturelles posent problème aussi mais il n'y a pas une seule fondation qui place quiconque aussi violemment dans une situation d'asservissement à son ordre. Dans des villes de taille plus grande, il y a peut-être plus de poids des institutions publiques - qui ne sont pas forcément plus réjouissantes d'ailleurs - mais de fait, les fondations privées doivent composer dans un champ de force avec d'autres fondations, d'autres institutions, publiques ou associatives, un réseau militant organisé, et des médias indépendants. Cela crée un pluralisme et permet à des micro-résistances de se dresser.

**À propos de terme polémique, dans l'entretien radiophonique où vous évoquez cette féodalité, vous employez carrément le terme**

**« L'impact concret de la fondation Luma à Arles se limite à la présence d'une tour écocide, à un réseau d'hôtellerie et de restauration de luxe, ainsi qu'à des processus de gentrification »**

**« Ce langage appartient à la catégorie de ce que l'on nomme parfois en sciences politiques les "signifiants vides". Il indique la manière dont les institutions culturelles ont recours à des universaux humanistes formels creux »**

**« Le terme de féodalité peut sembler exagéré mais une culture seigneuriale se développe très vite »**

**« Luma, en tant qu'entité issue d'une longue chaîne de gestion capitaliste du vivant avec les laboratoires F. Hoffmann-La Roche, et en tant qu'accélérateur de gentrification de la ville d'Arles, contribue indirectement voire inconsciemment, à alimenter la dynamique politique actuellement en cours dans nos sociétés »**

1. Maja Hoffmann, dans le top 500 des personnes les plus riches au monde, reçoit des dividendes chaque année de la multinationale pharmaceutique F. Hoffmann – La Roche, 88,2 millions d'euros en 2020 selon nos calculs. Dans le même temps, Blackrock un des actionnaires (1,58% des actions), plus grand gestionnaire d'actifs du monde) est reçu fréquemment à l'Élysée. Jean-François Cirelli, le président de Blackrock France siège au Comité action publique 2022 qui vise à réduire les dépenses publiques et engager des réformes structurelles notamment des transferts de mission au secteur privé. Blackrock fait du lobbying pour une réforme du système de retraite français, en soutenant un système par capitalisation en faisant appel au secteur privé ayant pour conséquence de fragiliser les populations les plus faibles.

**« Peut-être que Maja Hoffmann est sincère dans ses intentions mais en entretenant un déni sur la réalité de l'impact de son projet, sur la violence impérialiste nécessaire à la constitution de sa richesse, elle refuse d'admettre son immense contribution au renforcement des inégalités »**

### **de fascisme pour qualifier Luma à Arles, n'est-ce pas un peu fort ?**

L'emploi de ce terme désigne une co-construction entre différents acteurs et se fonde sur une analyse structurelle et historique des phénomènes de fascisation qui ont eu cours ou qui sont actuellement à l'œuvre dans les sociétés occidentales. Quand j'évoque le terme de fascisme, c'est en raison de ce à quoi peuvent contribuer politiquement des acteurs institutionnels tel que Luma dans un contexte néolibéral. La fondation s'aligne sur un programme libéral autoritaire avec le soutien d'un État qui s'abstient d'intervenir pour protéger les individus contre le pouvoir exorbitant d'un acteur privé tout en le confortant dans sa position de force.

Or, ce mode de gouvernance favorable aux dominants que l'on observe un peu partout, produit une tension importante au sein des catégories exploitées ou marginalisées de la population qui ne s'en sortent plus et bénéficient de moins en moins de dispositifs de protection tels que la sécurité sociale<sup>1</sup> ou encore le salariat. Pour qu'une société aussi inégalitaire puisse tenir sans remous, l'État a tendance à développer des mesures coercitives afin de réprimer toute possibilité de contestation. On a pu observer ce phénomène dans le cadre de la répression du mouvement des Gilets jaunes par exemple. À ce sujet l'ouvrage de Grégoire Chamayou sur la notion de « libéralisme autoritaire » décrit très bien comment le néolibéralisme débouche paradoxalement sur plus d'autoritarisme et de coercition étatique.

Ce dont je parle s'inscrit d'ailleurs dans un mouvement plus global, où les forces réactionnaires parviennent de plus en plus à capter l'appareil d'État. Et même lorsque ces forces ne sont pas au pouvoir, leur influence sur le débat public est considérable et conduit des dirigeants habituellement identifiés comme centristes ou sociaux-démocrates à prendre des mesures extrêmement coercitives. François Hollande, Emmanuel Macron, leurs gouvernements, les députés LREM, PS qui ont pu compter sur le soutien de l'électorat bourgeois en sont de parfaits exemples. Le cas du projet de loi sécurité globale partiellement censuré par le Conseil Constitutionnel en est le symptôme. Loin de répondre efficacement à des problèmes sécuritaires souvent imaginaires, ces lois permettent d'exercer un contrôle social qui stabilise les rapports de domination et criminalise la contestation. Voilà pourquoi Luma, en tant qu'entité issue d'une longue chaîne de gestion capitaliste du vivant avec les laboratoires F. Hoffmann-La Roche, et en tant qu'accélérateur de gentrification de la ville d'Arles, contribue indirectement voire inconsciemment, à alimenter la dynamique politique actuellement en cours dans nos sociétés.

Je dis inconsciemment parce que les institutions d'art contemporain, telles que Luma, portent un discours très progressiste. Ce discours les place formellement du côté de la justice sociale, des minorités, de la lutte contre la crise climatique, de l'émancipation en général. Or, comme je l'évoquais précédemment, ces déclarations ne sont évidemment pas accompagnées de pratiques qui vont en ce sens.

Ne serait-ce que dans la manière de formuler ce discours à travers des expositions dans des white cube (*espace d'exposition standard dans le monde de qui a la forme d'une grande enceinte aux murs blancs, ndlr*), de la peinture, de l'installation, des symposiums, dans un langage sophistiqué et académique ; ces systèmes de

représentations ont une histoire : ils sont situés socialement et racialement, ils sont le fait de la bourgeoisie culturelle, de son formalisme, de son ignorance et de sa capacité à masquer le réel. Peut-être que Maja Hoffmann est sincère dans ses intentions mais en entretenant un déni sur la réalité de l'impact de son projet, sur la violence impérialiste nécessaire à la constitution de sa richesse, elle refuse d'admettre son immense contribution au renforcement des inégalités. Tant que cette réalité sera refoulée et que des décisions ne seront pas prises en conséquence, Luma contribuera plus à la montée des fascismes qu'à la libération des opprimés.

**C'est pour cette raison que vous parlez de fascisme à propos de Luma ?**

Oui, je n'ai rien contre Maja Hoffmann en tant que tel, mon analyse se fonde uniquement sur une approche structurelle et une conception matérialiste de l'histoire des rapports de domination. D'ailleurs sous les régimes fascistes du XXe siècle, les institutions culturelles n'ont absolument pas été des contre-pouvoirs ou des organes de subversion antifasciste. Au contraire, elles se sont parfaitement adaptées et ont appliqué les programmes axiologiques du fascisme. Elles ont sciemment exclu les juifs, les homosexuels, les opposants politiques, etc. On pourrait tout à fait imaginer que dans la période actuelle où l'on témoigne d'une exacerbation sans précédent d'une islamophobie d'Etat (loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, projet de loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme, etc) que les institutions culturelles, en dépit de leur discours formel d'ouverture aux minorités, ne seront pas en capacité, de refuser d'interdire aux femmes voilées d'accéder à leurs locaux si une loi les y obligeait. Quoiqu'il en soit, il me semble naïf de penser que les institutions culturelles publiques ou privées exemptées d'impôts étatiques puissent un jour commettre des infractions à la politique pénale de l'État, puisqu'elles relèvent de l'Etat et n'ont jamais été conçues comme des organes de contrôle de son action. Ce constat basique est assez révélateur de l'impossibilité structurelle de l'art à subvertir l'appareil d'État.

**« La philanthropie privée permet généralement aux plus importantes fortunes mondiales de se saisir de la question de la pauvreté, de l'environnement pour la reformuler à son avantage, comme à Arles avec la fondation Luma »**

**Dans de la démocratie en Amérique, Tocqueville explique que la philanthropie est apparue en même temps que la démocratie, qu'elle était vue par les riches comme une arme politique. De quelle façon exactement ?**

Il s'agit d'une théorie politique très répandue chez les philanthropes qui considèrent que le modèle de la démocratie représentative libérale tel qu'il s'est développé en Occident à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle n'est pas suffisamment performant pour venir à bout des problèmes sociaux. Les révolutions française ou encore américaine ont permis d'affirmer les valeurs de la bourgeoisie qui a ressenti le besoin de limiter le pouvoir de l'État. Cette intention tout à fait louable s'est toutefois traduite par une volonté de servir ses propres intérêts contre ceux des travailleuses et travailleurs, des colonisées, des femmes, etc. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 est avant tout la déclaration des droits de l'homme blanc propriétaire, titulaire de la citoyenneté. Elle produira dès sa proclamation des sous-catégories d'humains. Les soi-disant représentants d'un peuple fictif, seront des avocats, des médecins, des commerçants, des personnes issues des familles les plus fortunées. Cette forme d'État déjà très favorable aux classes dominantes est néanmoins vite apparue comme trop

**« La philanthropie privée permet généralement aux plus importantes fortunes mondiales de se saisir de la question de la pauvreté, de l'environnement pour la reformuler à son avantage »**

contraignante aux yeux de la bourgeoisie industrielle ; un constat largement partagé par les théoriciens libertariens qui plaidaient en faveur d'une liberté du commerce et de l'industrie absolue. La philanthropie privée est une conséquence directe de ce contexte de contestation de l'État. Dès lors, la bourgeoisie ne se contentera plus seulement de s'accaparer et d'influencer l'appareil d'État, elle développera en plus son propre modèle de gestion des problèmes sociaux fondé sur une prétendue expertise entrepreneuriale des plus riches. Cette expertise consiste en fait en une fausse science pratique dont le biais majeur est de servir exclusivement les intérêts des bienfaiteurs. La philanthropie privée permet généralement aux plus importantes fortunes mondiales de se saisir de la question de la pauvreté, de l'environnement pour la reformuler à son avantage, comme à Arles avec la fondation Luma. L'autre grand paradoxe de la philanthropie contemporaine, c'est qu'elle s'appuie sur l'État pour mieux le contester. Rappelons qu'en France, chaque versement à votre fondation ou fonds de dotation est susceptible de bénéficier d'une déduction d'impôt entre 66% et 75% du revenu imposable. On retrouve les mêmes types d'avantages fiscaux dans à peu près tous les pays européens, Suisse comprise.

**Laurent Cauwet dans *La domestication de l'art*, explique que la culture est devenue un ministère : « Toute personne employée par cette vaste entreprise n'a pour autre destin que de servir ses maîtres ». On pense à Hans Ulrich Obrist du Core group Luma, le groupe d'artiste qui fait la programmation de la fondation, qui réclame du gouvernement britannique qu'il achète des œuvres d'art contemporain.**

**« Certes le champ de l'art est en partie régulé par des logiques de marché, mais c'est surtout le produit d'un certain ordre social et culturel, en l'occurrence celui de la bourgeoisie occidentale »**

Il me semble que Laurent Cauwet concentre sa critique sur la marchandisation de l'art, mais cela me semble un peu réducteur. Je pense que l'art n'est pas seulement lié à des intérêts financiers. Certes le champ de l'art est en partie régulé par des logiques de marché, mais c'est surtout le produit d'un certain ordre social et culturel, en l'occurrence celui de la bourgeoisie occidentale, de la blancheur et du patriarcat capacitiste (*forme de discrimination, de préjugé ou de traitement défavorable contre les personnes vivant un handicap, ndlr*). Ce système de valeurs prescrit certaines manières de se représenter le réel. Il me semble donc que le problème de l'art ne tient pas à sa financiarisation mais à son existence même en tant que phénomène anthropologique attaché à des régimes de représentations. Aujourd'hui, il y a des collectifs comme Décoloniser les arts en France qui ont mené un travail important afin de révéler l'impact des représentations artistiques sur nos perceptions et la normalisation de l'ordre racial qui structure nos sociétés. Cet ordre socio-culturel est indissociable de l'ordre capitaliste. Il y a donc quelque chose qui me dérange dans certaines approches qui se contentent d'énoncer une critique du marché de l'art. Il me paraît essentiel aujourd'hui d'articuler les liens entre l'art, la culture, l'État, la bourgeoisie, la blancheur, le patriarcat, le validisme, le capitalisme, l'impérialisme, etc. Bien plus que le marché, c'est l'État et ceux qui s'en saisissent qui sont des acteurs déterminants dans l'ordonnement du social et du culturel. Je suis donc très sceptique face à des revendications qui réclament plus d'argent public et plus d'intervention de l'État dans la culture. Les groupes qui portent ces revendications sont en général des groupes qui se réfèrent positivement à la culture étatique. En ce qui me concerne, ma démarche critique porte justement sur les liens entre les pouvoirs coercitifs de l'État et les institutions culturelles.

Si Luma existe c'est parce que l'Etat a réuni les conditions juridico-politiques pour que Luma puisse exister. Comme l'indique Catherine Colliot-Thélène dans *La Démocratie sans "Demos"*, l'État moderne post-1789 n'est pas une entité qui s'est construite du côté des dominés. L'État bourgeois ne résulte pas d'un processus récent mais bel et bien de la Révolution Française en tant que telle. Et en dépit d'une supposée perte de souveraineté des États dans un contexte de globalisation, la violence d'État reste supérieure à la violence que peuvent exercer des entreprises privées. Ces différents acteurs n'ont pas les mêmes prérogatives à leur disposition. Un État c'est un organe qui vous assigne une identité de genre à la naissance, qui peut vous expulser d'un territoire dessiné selon des frontières fictives, vous juger, vous mettre en prison, organiser des discriminations envers votre communauté ou encore élaborer tout un ensemble de règles qui vont à l'encontre de vos libertés individuelles et de la réalisation d'une égalité matérielle.

**Le philosophe Yves Michaud, spécialiste de l'art contemporain, affirme que 80% des œuvres restent à l'abri du regard du public. Que se passe-t-il en coulisse ?**

Je connais surtout Yves Michaud pour ses prises de position réactionnaires à propos de l'immigration et de l'antiracisme politique. Toutefois si on parle d'accès aux œuvres de manière approximative, je pense qu'on peut élargir cette proportion à 99% des collections publiques et privées. Exposées ou stockées, ces représentations culturelles concernent de fait les catégories les plus privilégiées de la population. Ce sont des expositions dans des white cube, dictées par les obsessions de la bourgeoisie culturelle, ses affects et sa manière de se représenter le monde. Bien plus que des spéculations sur ce qui se passerait "en coulisse", les sciences sociales ont permis d'objectiver la réalité des pratiques culturelles du point de vue des rapports de domination. Par exemple, Pierre Bourdieu a conduit une importante enquête de terrain sur les publics du Centre Pompidou et a démontré empiriquement que les musées sont exclusivement fréquentés par les catégories les plus privilégiées de la population. Pour répondre à cette problématique les institutions culturelles mobilisent des concepts tel que la "démocratisation culturelle". Cette vision verticale de la production artistique est un héritage direct de leur vocation civilisatrice et universelle bafouant ainsi les droits des individus et des communautés à leur auto-détermination culturelle.

Aujourd'hui, les grandes luttes culturelles échappent aux institutions du champ de l'art hormis lorsque celles-ci sont pointées du doigt en raison de leur caractère conservateur, oppressif, universaliste, appropriationniste, classiste, raciste, etc. L'extrême droite l'a d'ailleurs parfaitement compris et procède selon d'autres stratégies culturelles, notamment sur internet et dans la presse dominante pour imposer ses thèmes. Pendant ce temps, une bonne partie de la bourgeoisie culturelle se perçoit encore elle-même à la façon d'une avant-garde progressiste qui exercerait un pouvoir transformateur par le biais d'expositions dans des centres d'art, des musées ou des spectacles dans des théâtres alors même que ces lieux ont pour fonction d'exclure les dominés et d'asseoir la domination des plus privilégiés. Ce déni de réalité qui gouverne les acteurs et les actrices du champ de l'art apparaît indépassable tant leur position sociale est fonction de la survie des institutions culturelles et des régimes de représentation de la bourgeoisie

**« Pierre Bourdieu a conduit une importante enquête de terrain sur les publics du Centre Pompidou et a démontré empiriquement que les musées sont exclusivement fréquentés par les catégories les plus privilégiées de la population »**

**« les grandes luttes culturelles échappent aux institutions du champ de l'art hormis lorsque celles-ci sont pointées du doigt en raison de leur caractère conservateur »**

occidentale. Admettre ces réalités supposerait de renoncer à des croyances structurantes pour leurs vies, il est donc peu probable pour que des changements significatifs puissent émaner des agents et des agentes du champ de l'art eux et elles-mêmes. C'est une dimension que j'ai personnellement mis du temps à comprendre en raison de mes propres croyances en l'art et qui m'a conduit au fil du temps à m'orienter vers d'autres domaines. Ce renoncement ne résulte pas d'une recherche de pureté morale, puisque chacun, chacune est partie prenante des structures de domination où qu'il ou elle soit, mais plutôt d'une perte de sens accumulée qui rendait déprimante toutes mes interventions dans le champ de l'art, encore plus que n'importe où ailleurs.

**Et à propos des nouveaux espaces de débat, je pense aux théâtres occupés par exemple, comment appréciez-vous ce mouvement ?**

Le mouvement d'occupation des théâtres a été intéressant, mais à mon sens il ne s'est pas construit autour d'une analyse réaliste de la fonction des institutions culturelles. Cela s'explique par le fait qu'il est principalement porté par des individus qui sont légitimes au sein de ces institutions qui les emploient. L'intermittence est certes un régime intéressant mais il n'a absolument pas conduit à renverser l'ordre culturel bourgeois. Le théâtre, le cinéma ou l'audiovisuel sont des milieux très homogènes socio-racialement et produisent des représentations au service des plus privilégiés. L'accès à l'intermittence est fonction de la capacité à s'insérer socialement dans ces milieux. Il me semble, à ce titre, que l'histoire de l'intermittence est très révélatrice du fait que les questions sociales n'épuisent pas les questions culturelles, raciales, de genre, etc. Je suis à 100% solidaire des intermittents qui vont se retrouver dans des situations de précarité extrêmes dans les mois à venir. Mais en faisant primer des revendications statutaires uniquement destinées aux travailleurs et aux travailleuses du cinéma, de l'audiovisuel, du théâtre, cette lutte conduit indirectement à défendre les intérêts de la bourgeoisie blanche à fort capital culturel légitime. Il me semble aujourd'hui que les intermittents et les intermittentes gagneraient à écouter les luttes décoloniales qui s'organisent dans le champ de l'art et à porter des revendications plus inclusives tel que celles en faveur d'un salaire à vie pour toutes et tous. Pour le moment, j'ai le sentiment que ce mouvement a été trop tourné sur lui-même, guidé par un affect d'auto-préservation assez peu mobilisateur au-delà des milieux de l'art et en décalage avec les luttes qui recomposent le champ politique actuellement.

En revanche il existe des formes d'expression politiques beaucoup plus inspirantes que le mouvement des intermittents, notamment sur internet ou à l'étranger. Il me semble qu'internet est encore un espace où les antagonismes peuvent plus facilement s'exprimer, les savoirs critiques se diffuser, et des

liens se tisser. Internet offre encore l'opportunité à des personnes bannies des médias dominants et des institutions culturelles, d'échanger, s'organiser, etc. Cela permet des formes de politisation. Je pense par exemple au média *Paroles d'honneur* et à la chaîne Twitch de Wissam Xelka, où se construit une pensée anti-impérialiste bien charpentée dans la joie et la bonne humeur, loin de l'austérité de certaines formes militantes. Par ailleurs, de l'autre côté de l'atlantique, il y a des exemples de luttes qui ont démontré une plus forte capacité à articuler les liens entre les institutions culturelles, l'État impérialiste et les grandes entreprises capitalistes. C'est notamment le cas du mouvement "Decolonize this place" aux États-Unis qui est parvenu à saboter des grands événements de l'art contemporain tel que la Whitney biennial et à rendre désirable dans le débat public des solutions radicales vis-vis des institutions culturelles. En l'état actuel et face à la réticence des institutions au changement, la stratégie abolitionniste semble ouvrir des pistes de réflexions intéressantes pour une transformation en profondeur du champ de l'art. Par exemple, ici, à Arles, cela reviendrait à se poser collectivement les deux questions suivantes : comment parvenir efficacement à démanteler Luma et qu'aimerions-nous faire à la place de Luma ?

**« Il me semble aujourd'hui que les intermittents et les intermittentes gagneraient à écouter les luttes décoloniales qui s'organisent dans le champ de l'art et à porter des revendications plus inclusives tel que celles en faveur d'un salaire à vie pour toutes et tous »**

**« internet est encore un espace où les antagonismes peuvent plus facilement s'exprimer, les savoirs critiques se diffuser, et des liens se tisser »**